

DANS NOTRE LUTTE, NOUS AVONS MARQUÉ DE
NOMBREUX POINTS

MAIS

DES INQUIÉTUDES PERSISTENT...

MALGRÉ L'AVIS DÉFAVORABLE TRÈS ARGUMENTÉ DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE PUBLIQUE

La déclaration d'utilité publique (DUP) a été signée,
le projet n'est donc pas abandonné.



LE GOUVERNEMENT ACTUEL « DÉFEND » CETTE DUP

Le gouvernement, à travers le Ministère de la transition écologique, produit des répliques aux recours déposés par les opposants devant le Conseil d'Etat et les Tribunaux administratifs.



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Secrétariat général

Paris, le

Direction des affaires juridiques

Le ministre

Sous-direction des affaires juridiques de l'énergie et des transports

à

*Bureau des affaires juridiques des infrastructures
et de l'accessibilité des transports*

Monsieur le Président de la section du
contentieux du Conseil d'État

401994 - reçu le 26 mai 2017 à 12:08 (date et heure de métropole)

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Secrétariat général

Paris, le **02 AOUT 2018**

Direction des affaires juridiques

Le ministre d'État

Sous-direction des affaires juridiques de l'énergie et des transports

à

*Bureau des affaires juridiques des infrastructures
et de l'accessibilité des transports*

Madame la Présidente de la cour administrative
d'appel de Bordeaux

L'ENDETTEMENT COLOSSAL DE LA SNCF NE SEMBLE PAS UN FREIN POUR LES DECIDEURS

54,5 Mds €

7,9 Mds € pour SNCF Mobilités

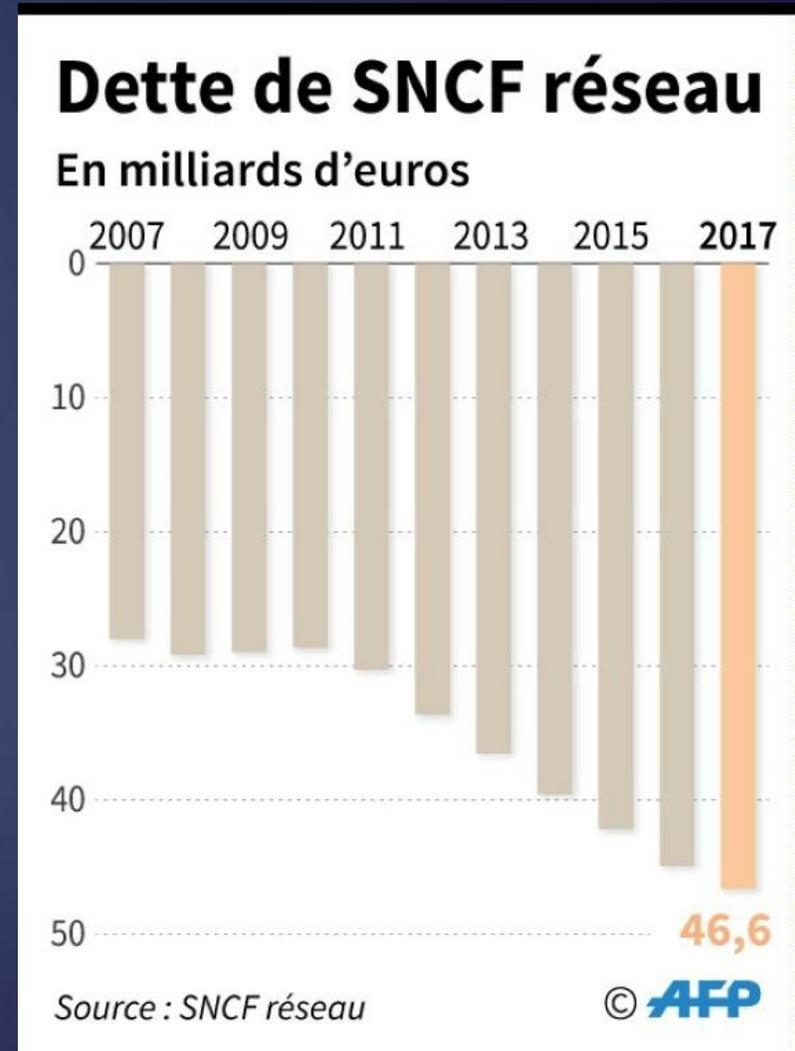
46,6 Mds € pour SNCF Réseau

11,9 Mds € de capitaux négatifs dus aux dépréciations d'actifs et à des pertes. Ils devront être renfloués par recapitalisation avant de transformer l'entreprise en société par actions à l'horizon 2020.

L'Etat reprend la dette de SNCF Réseau pour 35Mds€.

11 Mds€ étant déjà considérés comme de la dette publique depuis 2014.

Pourtant l'Etat semble donner suite à des projets de LGV...



L'ETAT N'ENTERRE PAS CERTAINS PROJETS DE LGV

- ▶ Il semble s'orienter vers un phasage de la réalisation de la LGV **Bordeaux-Toulouse**. Il reste muet sur la réalisation de la branche **Bordeaux-Dax**.
- ▶ Le 29 août, la ministre des Transports Elisabeth Borne a décidé d'actualiser le projet d'intérêt général (PIG) de la **ligne nouvelle Montpellier-Perpignan**. Cette actualisation permet ainsi de préserver le foncier nécessaire à la réalisation de la future ligne LGV.
- ▶ Le 11 septembre, le gouvernement a confirmé le maintien du projet de **ligne nouvelle Paris-Normandie**.
- ▶ Le 27 septembre, le Président de la République a déclaré que la France et l'Italie étaient « pleinement engagées » pour que la section transfrontalière de la **ligne ferroviaire Lyon-Turin** (...) soit menée à bien. Mais aucun engagement en amont.
- ▶ Le 5 novembre, Elisabeth Born confirma à l'Assemblée Nationale : « **la détermination du gouvernement à réaliser cette infrastructure** ».

DES DÉCLARATIONS QUI QUESTIONNENT...



Plutôt qu'une nouvelle LGV, le gouvernement confirme miser sur l'aménagement des voies existantes au sud de Bordeaux

Le gouvernement a confirmé ce matin, par la voix de la secrétaire d'Etat Emmanuelle Wargon, son souhait de **privilégier l'aménagement des voies existantes au sud de Bordeaux plutôt que de construire une nouvelle voie à grande vitesse entre la préfecture girondine et Dax, projet évalué à 9 milliards d'euros.**

République des Pyrénées
11/12/2018

CE QUI EST PRÉVU



UNE PRESSE QUI SE CONTREDIT

Rail : 490 millions d'euros pour moderniser Bordeaux-Hendaye

République des Pyrénées 11/12/2018

480 M€ d'investissements programmés pour 2019. Cela permettra de mener 150 chantiers tout au long de l'année dont notamment des tronçons Morcenx / Dax (135 M€), Libourne / Bergerac (83,8 M€), Limoges / Fromental (51,3 M€), La Souterraine / Le Palais-sur-Vienne (37,4 M€) et Poitiers / Vivonne (17,7 M€).

La Tribune 14/01/2019

L'OBSERVATOIRE DES TRAFICS MIS EN SOMMEIL

Depuis le 24 juin 2014, l'Observatoire des trafics ne s'est pas réuni. Les raisons en sont simples, les dernières données montrent une baisse conséquente des trafics de 2006 à 2012. Les prévisions fantaisistes de RFF ne sont pas au rendez-vous et la tendance ne va pas dans leur sens.

Circulation 2016 Catégorie FRET

Nouvelle-Aquitaine

Nombre de circulations moyen journalier (par segment de ligne)*	10 à 20
	5 à 9
	1 à 4
FRET**	moins de 1
	plus de 20

Le trafic progresse dans les airs, stagne sur la route et diminue sur le rail et la mer en 2014

Le trafic voyageurs augmente en 2014 pour le mode aérien et en particulier pour le trafic assuré par les compagnies à bas coût. La baisse de fréquentation des trains express régionaux amorcée en 2013 se confirme pour 2014. Le trafic routier est stable tandis que le trafic maritime est à la baisse dans les deux ports aquitains.

Bruno Carré, Dreal Aquitaine



SNCF RÉSEAU ACQUIERT DES PROPRIÉTÉS SUR LE FUSEAU BORDEAUX-ESPAGNE alors que l'enquête publique n'a pas eu lieu.

Urrugne (64) : un achat sur le tracé LGV

[A La Une Pyrénées Atlantiques Bayonne](#)

Publié le 05/09/2018 à 8h37 par EMMANUELLE FÈRE

Les fêtes de la Bixintxo ont beau battre leur plein à Urrugne jusqu'à ce soir, une information fait tousser quelques convives. SNCF Réseau (1) vient d'acquérir une maison de 180 m² moyennant 650 000 euros dans le quartier Mendi Xoko, sur le fuseau de la Ligne à grande vitesse (LGV). Depuis une dizaine d'années, le projet de ce tronçon Dax-Espagne fait l'objet d'une opposition d'une majorité des élus du territoire, ainsi que du Cade (2), grand pourvoyeur de contre-études et meneur d'actions.

Geneviève Latxague,

responsable des relations presse chez SNCF Réseau se veut rassurante. L'acquisition de la maison de Mendi Xoko a été réalisée par un fonds créé en 2013 par l'État, la Région et SNCF Réseau.

Ce « programme d'acquisition anticipé doté de quelques millions d'euros » permet d'acheter des biens sur le fuseau de la LGV dans le cas où leur propriétaire se trouve dans une situation personnelle difficile (invalidité, divorce, mutation professionnelle, etc.) le contraignant à vendre. De fait, la situation du bien sur le tracé LGV est un frein à une vente rapide et dans de

LE PLUS INQUIÉTANT : UN LOBBYING INTENSE

La presse se fait l'écho de quelques rencontres ou entrevues « officielles » mais combien en catimini ?



Quelques entrevues dévoilées

5 septembre 2017 : dîner avec Elisabeth Born

actuToulouse

LGV Bordeaux-Toulouse : « On peut trouver 77 % du financement » selon Jean-Luc Moudenc

Après une réunion avec la ministre des Transports, le maire de Toulouse garde espoir sur la faisabilité du dernier tronçon de la Ligne à grande vitesse entre Paris et Toulouse.

Publié le 6 Sep 17 à 11:28

Elisabeth Borne la ministre des Transports a reçu à dîner le 5 septembre 2017 **Jean-Luc Moudenc** le maire de Toulouse, **Carole Delga** la présidente de l'Occitanie mais aussi **Alain Rousset** le président de la région Nouvelle-Aquitaine et le maire de Bordeaux **Alain Juppé**. Autour de la table, le sujet de la LGV entre Toulouse et Bordeaux. Il s'agissait d'évoquer les montages financiers possibles, tandis que le ministre de la transition écologique Nicolas Hulot répétait encore la semaine dernière que cette LGV n'était pas une priorité, faute de moyens.

18 janvier 2018

Alain Rousset révèle dans une interview à France Bleu Gironde une réunion avec E. Born sur les pistes de financement du GPSO.



Avez-vous des nouvelles sur le calendrier de la prise de décision du gouvernement ?

« Aucune. Avec la présidente de la Région Occitanie Carole Delga, et les maires de Bordeaux et de Toulouse, nous avons pourtant soumis de nombreuses pistes de financement. Nous avons proposé l'affectation d'une partie de la taxe sur les bureaux, d'un part de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, NDLR), nous avons suggéré une « vignette carbone » pour les poids lourds en transit dans nos régions. J'ai proposé 1.000 fois que l'on s'appuie sur le Grand Emprunt, puisqu'il s'agit d'un investissement sur un siècle et plus. Et l'Europe est prête à mettre 1 milliard d'euros ! Le ministère des Transports nous a dit que ces pistes étaient intéressantes. J'ai peur que la décision prise soit un peu faible au regard des enjeux. »

2 février 2018 : les élus d'Occitanie vont solliciter un rendez-vous avec E. Macron

LGV - Carole Delga : "Nous pouvons réaliser Toulouse-Bordeaux et Montpellier-Perpignan avant 2030"

Vendredi 2 février 2018 à 8:58 - Mis à jour le vendredi 2 février 2018 à 9:07

Par [Stéphanie Mora](#), [France Bleu Hérault](#), [France Bleu Roussillon](#) et [France Bleu Occitanie](#)

Le rapport du conseil d'orientation des infrastructures remis ce jeudi classe la ligne ferroviaire à grande vitesse Toulouse Bordeaux comme prioritaire, pas celle entre Perpignan et Montpellier. Qu'importe, la présidente de région Occitanie refuse de voir le verre à moitié vide et dit pourquoi.

Les élus de la région favorables à la LGV vont solliciter un rendez-vous auprès d'Emmanuel Macron pour plaider leur programme de "financement innovant" à base de taxes sur les entreprises et de grands emprunts, censé permettre de construire les lignes. La ministre des transports, Elisabeth Borne, doit rendre ses arbitrages sur les projets retenus

9 février 2018 : élus d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine reçus à Matignon

LGV Bordeaux-Toulouse : Carole Delga et Jean-Luc Moudenc reçus par Matignon ce vendredi

Par Florine Galéron | 05/02/2018, 16:06 | 355 mots

Carole Delga et Jean-Luc Moudenc seront reçus par le Premier ministre ce vendredi pour parler de la LGV. (Crédits : Rémi Benoit) Le Premier ministre Edouard Philippe recevra ce vendredi 9 février les présidents des Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie et les présidents des Métropoles de Bordeaux et de Toulouse. L'État doit trancher dans les prochains jours le calendrier de la ligne à grande vitesse entre les deux métropoles.

Dans une déclaration commune, les élus expliquent que ce scénario intermédiaire ne leur convient pas : "Il n'apparaît pas pertinent : générateur de surcoûts, il diffère l'impact des gains de temps essentiels pour un report modal massif de l'aérien vers le rail". Avant d'ajouter : "La réalisation de cette LGV doit s'inscrire dans le scénario 3, le plus volontariste du rapport (qui prévoit de lancer les travaux sur les tronçons Toulouse-Agen et Bordeaux-Toulouse en même temps dans la période 2023-2027, NDLR)".

25 septembre 2018 : annonce d'une prochaine réunion à Bercy

Publié le 27/09/2018 à 08:09

LGV : «Les solutions financières existent»

Transports

Dans le cadre des négociations avec les présidents de région sur leurs priorités en matière d'infrastructures de transports, Carole Delga a été reçue, mardi dernier, par Elisabeth Borne, la ministre des Transports.

Au menu des discussions : la question des mobilités en Occitanie et les enjeux financiers liés aux lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan.

Convaincre Bercy

Si la ministre des Transports est «ouverte», selon la présidente de région, à l'inscription dans la loi (LOM) de ces deux sociétés de projet, il reste à convaincre Bercy. Une réunion est d'ailleurs programmée prochainement pour analyser le montage financier. «Les solutions financières et techniques existent. Il faut une volonté politique pour que les 12 millions d'habitants d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine puissent bénéficier des mêmes conditions de desserte que le reste des Français» affirme Carole Delga, qui a réaffirmé son souhait d'une réalisation des deux lignes avant 2030.

La Dépêche du M

20 novembre : rencontre de JL Chauzy, président du CESER d'Occitanie et de Bruno Cavagné, président de la Fédération des travaux publics avec Sébastien Lecornu, ministre chargé des Collectivités Territoriales

LGV Bordeaux-Toulouse : le lobbying se poursuit au congrès des maires



De g. à d. MM. Cavagné, Lecornu et Chauzy

Jean-Louis Chauzy, président d'Eurosud Team et du conseil économique, social et environnemental régional, ainsi que Bruno Cavagné, le président de la fédération nationale des travaux publics (FNTP) ont sollicité le soutien du ministre chargé des Collectivités territoriales afin qu'il plaide, auprès du Premier ministre, la réintroduction dans le projet de future loi d'orientation sur les mobilités (LOM), des principes de la création d'une société de financement pour la réalisation des LGV du Grand Sud-Ouest européen et notamment celles de Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan, ainsi que les interconnexions vers l'Espagne.

10 janvier 2019 : Carole Delga rencontre E. Macron à L'Élysée, parmi les sujets, la LGV Bordeaux-Toulouse

À l'Élysée, la présidente d'Occitanie plaide pour la LGV devant le Président Macron



23 janvier 2019 : E. Borne reçoit A. Rousset, A. Juppé, C. Delga et J.L. Moudenc

Élisabeth Borne a reçu mercredi 23 janvier les quatre grands élus qui ferrailent pour la ligne à grande vitesse entre les deux métropoles.

La ministre des Transports, Élisabeth Borne, a reçu, hier matin pendant une bonne heure, les présidents de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie, Alain Rousset et Carole Delga, ainsi que les présidents des métropoles de Bordeaux et Toulouse, Alain Juppé et Jean-Luc Moudenc. Vu l'identité des invités, on a compris qu'un seul plat était au menu, le GPSO

Élisabeth Borne n'a pas fermé la porte à la constitution de sociétés de financement, qui se substitueraient à l'Etat et pourraient prélever une « taxe bureaux » en profitant du boom de l'immobilier qu'engendre l'arrivée de la LGV. Reste à convaincre Bercy et une réunion doit justement avoir lieu dans les deux mois à venir. Cela dit, une telle taxe ne suffirait sans doute pas à financer un projet qui s'élève, au moins, à 9 milliards d'euros.



DES OBSTACLES DEMEURENT SUR NOTRE CHEMIN



**RESTONS VIGILANTS et à la moindre alerte manifestons
notre hostilité à ce projet.**

